

SOUTENIR BIL'IN.

FAIRE CONNAÎTRE LA RÉSISTANCE POPULAIRE NON-VIOLENTE DU PEUPLE PALESTINIEN



Israël a envahi des territoires palestiniens le 10 juin 1967 à la fin de la Guerre des 6 jours. Contraire au droit international, cette occupation a conduit à leur émiettement par la construction incessante de colonies au mépris du droit et de la résistance des Palestiniens. Mise en place dès 2002, la prétendue « barrière de sécurité » prétend justifier ce processus.

Depuis près de trois quarts de siècle, le peuple palestinien revendique la reconnaissance de ses droits nationaux. L'Etat d'Israël a opposé son inflexible répression aux différentes formes

de son combat. Cette résistance, née avec les luttes de libération des années 1950 à 1970, a survécu à leur affaiblissement des années 1980 et 1990. Elle se poursuit dans des conditions difficiles.

Les prétextes de l'évangélisation et de l'éducation étaient présentés hier pour dissimuler l'intervention des canonnières et des rapaces. Les *task forces* frappent aujourd'hui les peuples à coup d'obus à l'uranium appauvri, de bombes à sous-munition ou de phosphore blanc au nom de la démocratie et du droit des femmes. A nouveau, des armées occidentales concourent au contrôle de précieuses matières

premières.

D'autres pays occidentaux rejoignent Israël dans un processus de recolonisation. L'ennemi ? L'islam, « l'islamisme », la culture de peuples qui partagent le tort d'habiter une terre imbibée de pétrole, d'avoir rêvé avec le nationalisme arabe et l'Algérie en lutte pour son indépendance et de vivre aujourd'hui révolte et déception.

Depuis le 11 septembre 2001, une formidable opération de propagande justifie la terreur en prétendant combattre le terrorisme, à Gaza ou au Liban, en Afghanistan, en Irak, en Iran, au Pakistan. Soucieuse de dissimuler sa brutalité, la démocratie occidentale se reproche d'avoir plié devant l'antisémitisme dans les années noires du 20^e siècle. Les sycophantes qui soutiennent Israël contre les misérables qui vivent dans le ghetto de Gaza, contre le *Hamas*, se revendiquent de la lutte contre l'antisémitisme. C'est d'elle aussi, et du souvenir de la *Shoah*, que se réclame l'Etat d'Israël pour justifier sa politique anti-palestinienne.

Comprendre la colère, expliquer le désespoir ce n'est pas justifier. Les attentats *kamikazes* étaient inacceptables et nous les avons condamnés. Et les missiles envoyés sur Sdérot ? Mais peut-on ignorer le carnage commis par Tsahal en guise de représailles ?

Une résistance généreuse et courageuse s'exprime dans toute la Palestine. La diabolisation réduit le peuple palestinien à la violence aveugle et l'ignore, comme elle ignore la solidarité que lui témoignent des militant·e·s israéliens et internationaux.

Contre l'expropriation de leurs terres agricoles pour y bâtir des colonies, contre la protection du pillage colonial par la prétendue barrière de sécurité, les villages de Nil'in, de Bil'in et tant d'autres mènent depuis des années une lutte opiniâtre dont l'opinion publique occidentale est hélas trop peu informée. Car cette information est indispensable pour dissiper l'ignorance à propos de la vie quotidienne sous l'occupation israélienne. Sous sa botte, chaque geste – l'éducation des enfants, la vie en famille, la solidarité entre voisins – est un acte de résistance. Il faut montrer les *checkpoints*, les kilomètres et les heures perdus, les conséquences mortelles de soins tardifs, les barrages qui interdisent aux travailleurs·euses de rejoindre leur travail, la misère qu'ils provoquent. Il faut dénoncer ceux qui tirent profit des colonies et montrer l'importance, dans les pays occidentaux, des actions de « boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS) que demandent les Palestiniens et les Israéliens conscients de la nécessité d'affaiblir le racisme colonial israélien.

Le cinéaste israélien Shaï Carmeli Pollak milite depuis des années avec les *Anarchistes contre le mur*. Avec eux, il a participé aux manifestations contre la prétendue « barrière de sécurité » qu'organisent les habitant·e·s de villages volés et humiliés. Il s'est lié aux habitant·e·s de Bil'in et à son *Comité populaire* et a entrepris de raconter leur vie, leur combat. Achevé en 2006, son film « *Bil'in mon amour* » a été projeté en mai 2007 au *Festival du Film documentaire* de Nyon. Il a gagné de nombreuses récompenses internationales. Ayant pris part en 2007 à la Conférence internationale de Bil'in, ACOR SOS Racisme a entamé une collaboration avec Shaï Carmeli Pollak et le *Comité populaire* de Bil'in pour aider à faire connaître sa lutte.

Haytham al Khatib*, membre de ce *Comité populaire* et le réalisateur israélien Shaï Carmeli Pollak

* Membre du Comité populaire de Bil'in. Entre 15 et 17 ans Haytham al Khatib a passé deux ans en prison. Il avait été raflé pendant la première *Intifada*. Il se consacre au site de Bil'in et publie les films qu'il tourne durant les manifestations. Pour les protéger, il se consacre plus particulièrement aujourd'hui aux photos et aux vidéos des soldats qui viennent de nuit rafler des jeunes gens.

sont récemment venus à Genève témoigner des conditions actuelles de la lutte, à Bil'in et dans les autres villages de Cisjordanie, contre le mur qui protège la colonisation de leurs terres.

A l'invitation d'ACOR SOS Racisme, ils ont pris part du 4 au 6 septembre à la *Biennale Libre de l'Image en Mouvement* (BLIM) qui

présentait les films de Shaï Carmeli Pollak. Organisée par les *Amis de Saint-Gervais*, elle a été un point fort de la campagne «*Sauvons la Maison de la Culture de Saint-Gervais*». Le 7 septembre, Rémy Pagan, maire de Genève, a reçu ces deux militants, qui prenaient part, le lendemain, à une soirée du *Collectif Urgence Palestine* (CUP-GE).

Ce cahier informe sur une lutte qu'il appelle à soutenir. Il présente deux articles rédigés par Michael Sfar, avocat israélien de Bil'in, dans le journal israélien *Haaretz* et par Mohamed Khatib, animateur du *Comité populaire* de Bil'in, dans le journal américain *The Nation*. Les deux expriment l'importance

pour eux du renforcement du soutien de l'opinion publique occidentale à la cause du peuple palestinien. La lutte non violente dont ils témoignent disqualifie la propagande qui stigmatise les Palestiniens. ★

Karl Grünberg
ACOR SOS Racisme

BIL'IN, UN VILLAGE DE PALESTINE

DÉCOUVREZ SON COMBAT, TÉMOIGNEZ VOTRE SOLIDARITÉ !

Chaque vendredi depuis février 2005, le Comité populaire de Bil'in (1700 habitant-e-s) marche sans violence malgré les coups, les blessures, la brutalité militaire contre la barrière qui coupe le village de ses terres agricoles, contre la colonie construite sur celles-ci.

Tous les ans depuis 2006, une Conférence internationale réunit trois jours durant à Bil'in les habitant-e-s du village, les internationaux et les Israélien-ne-s solidaires, les

autorités palestiniennes et des personnalités engagées dans la défense des droits humains. Une délégation suisse-romande croissante prend part à ses travaux.

Très documenté, le site www.bilin-village.org/francais/ présente cette lutte et le soutien à lui apporter. Un groupe de militant-e-s israéliens, les *Anarchistes contre le mur*, développe depuis des années des campagnes de solidarité avec les villages palestiniens en lutte contre le mur. Son site : www.awalls.org/qui_sommes_nous_francais. Le Comité populaire de Bil'in et les *Anarchistes contre le mur* ont reçu en 2008 la médaille Carl von Ossietzky de la *Ligue internationale des droits de l'homme*.

Emmené par Desmond Tutu et Jimmy Carter, le *Comité des Sages* s'est récemment rendu à Bil'in. Ce soutien contribue à faire connaître leur lutte et à desserrer l'étau de la répression. Un procès en cours

devant les tribunaux canadiens contribue à la campagne BDS (Boycott, divestment, sanctions).

Bil'in, un exemple de l'injustice subie en Palestine

La situation de Bil'in est à l'image de ce qui se passe dans toute la Palestine :

★ **L'occupation de la Palestine par les forces armées israéliennes est condamnée par la résolution 242 de l'ONU ainsi que par la Cour Internationale de Justice (CIJ). La colonisation, qu'elle soit légale ou illégale selon Israël, a également été condamnée par les résolutions 242 et 338.**

★ **La construction du mur, l'annexion de terre pour en faire des zones militaires, sont aussi condamnées par l'ONU, et par la Cour Internationale de Justice (CIJ).**

★ **La présence armée en territoire étranger comme la vit le village de Bil'in, est une situation illicite selon l'ONU, punissable d'une intervention armée internationale, ainsi qu'une violation de la 4^e Convention de Genève.**

★ **La répression armée des manifestations de Bil'in, également interdite par toutes les cours et instances internationales, est une violation des Droits de l'homme, ainsi qu'une violation de la 4^e convention de Genève. Toutes formes de punitions collectives sont punissables selon la 4^e convention de Genève, et considérées comme crime de guerre selon l'ONU. ★**



Manifestation du vendredi à Bil'in

Michaelramallah

Quelques dates, quelques faits pour mieux connaître la lutte de Bil'in

Fin 2004 Des terres sont confisquées et l'armée communique l'ordre de construire le mur.

Février 2005 Le Comité populaire de résistance contre le mur et les colonies débute les manifestations non violentes à Bil'in.

Octobre 2005 Bil'in dépose plainte auprès de la Cour Suprême israélienne et demande l'arrêt de la construction du mur et des habitations dans le secteur de Mattityahu-Est.

Janvier 2006 La Cour Suprême israélienne ordonne d'arrêter la construction de logements à Mattityahu-Est.

Avril 2007 Deuxième édition de la Conférence sur la résistance non violente à Bil'in.

Septembre 2007 La Cour Suprême israélienne juge que le mur porte préjudice

à Bil'in qui continue sa résistance non violente et s'implique dans d'autres actions avec d'autres villages et militant-e-s israéliens contre les routes d'Apartheid et contre l'occupation.

Juin 2008 Troisième édition de la Conférence sur la résistance non violente.

Juillet 2008 Bil'in engage une action en justice contre les entreprises canadiennes *Green Mount Inc.* et *Green Park Inc.* qui construisent et vendent des habitations dans la colonie de Modi'in Illit. Après 10

LE MOUVEMENT DE MASSE NON-VIOLENT CONTRE L'ANNEXION FACE À UNE ESCALADE MEURTRIÈRE DE LA RÉPRESSION

Par Mohammed Khatib, animateur du Comité populaire de Bil'in. Article paru dans « The Nation », le 11 septembre 2009



Il y a quelques semaines, au cœur de la nuit, des dizaines de soldats israéliens se sont violemment rués dans ma maison. Pourquoi n'ont-ils pas tapé à la porte? Je la leur aurais ouverte. Ils m'ont arrêté et laissé ma femme Lamia seule avec nos quatre enfants. Khaled, le plus petit, il a 3 ans, s'est réveillé avec l'image de soldats israéliens à la face peinte qui emportaient son père. Depuis lors il pleure sans arrêt. Il s'est récemment réveillé terrorisé et sanglotant: «*Papa, pourquoi as-tu laissé les soldats m'emmener?*». C'est dans cette peur que dorment constamment nos enfants.

Beaucoup d'Américain-e-s savent que l'administration Obama pousse le gouvernement israélien à geler la construction des colonies. Mais savent-ils qu'Israël, même s'il négocie avec les USA, a pris des mesures, comme mon arrestation par exemple, pour combattre le mouvement palestinien non violent qui s'oppose à la construction des colonies et du mur sur le territoire palestinien de Cisjordanie?

Les habitant-e-s de Bil'in et d'autres villages n'ont cessé depuis plus de 5 ans de protester

contre le mur de séparation qui coupe le village de ses terres pour assurer l'expansion des colonies israéliennes. Nous avons porté notre cause devant les tribunaux. En juillet 2004, la Cour internationale de justice de la Haye a dit que le mur et toutes les colonies israéliennes construits en Cisjordanie sont illégaux selon le droit international. En septembre 2007, la Cour suprême israélienne a jugé que le mur qui sépare Bil'in de 50% de sa terre est illégal selon la loi israélienne. Mais le mur n'a pas encore été enlevé.

L'armée israélienne utilise de façon croissante des armes létales et accroît sa violence contre les manifestant-e-s. Elle arrête de nombreuses personnes et de nombreux jeunes manifestant-e-s. A Bil'in seulement, vingt-neuf habitant-e-s ont été arrêtés ces trois derniers mois. Douze d'entre eux sont des enfants. Presque tous ont été raflés par l'armée au milieu de la nuit. Leur détention a été prolongée à plusieurs reprises.

Mais les charges retenues contre eux sont sans fondement. J'ai par exemple été accusé de jeter une pierre. Je n'ai été libéré sous caution, et à des conditions draconiennes, qu'après que mes avocats ont

montré au tribunal les timbres de mon passeport: ils prouvent que je voyageais à l'étranger au moment de l'infraction présumée. Mon ami Adeeb Abu-Rahme, 37 ans et père de neuf enfants, a été emprisonné durant plus de six semaines et les charges retenues contre lui sont tout aussi absurdes.

A Bil'in, chaque vendredi nous marchons vers le mur et protestons pacifiquement avec nos partenaires israéliens et internationaux. Une fois par an nous organisons une conférence internationale sur la lutte populaire non-violente pour apprendre ensemble et nous inspirer de nos expériences respectives: nous luttons ensemble pour faire tomber les murs que l'occupation dresse entre les peuples. Combien de fois n'avons-nous pas dit aux soldats israéliens que nous n'avons rien contre eux comme personnes mais que nous nous opposons à leurs actions de force militaire d'occupation.

Dix neuf manifestant-e-s ont pourtant été tués par l'armée israélienne lors de manifestations non violentes contre le mur. Beaucoup d'autres ont été blessés, y compris des Israélien-ne-s et des internationaux. A Bil'in, nous avons perdu en avril notre ami Bassem Abu Rahme, mortellement blessé par des soldats qu'il suppliait de cesser de tirer sur les manifestant-e-s.

Il y a quelques mois, les forces d'occupation israéliennes nous ont prévenus de leur intention

d'écraser la lutte populaire. Pourquoi le gouvernement israélien a-t-il décidé maintenant de renforcer la répression des manifestations et d'écraser les dirigeants du mouvement? Peut-être a-t-il pris conscience du développement de la lutte non violente? Un nombre croissant de villages la rejoignent, ils créent leurs propres *comités populaires* et organisent à leur tour des manifestations. La répression exprime-t-elle son inquiétude face au développement du mouvement international de boycott des entreprises et des hommes d'affaire qui, comme Lev Leviev, sont impliqués dans le vol par Israël de notre terre? Craint-il peut-être que nos manifestations apprennent au nouveau gouvernement US que le mur sert à l'annexion de notre terre pour y construire des colonies et que les protestations non-violentes des Palestinien-ne-s sont brutalement écrasées?

Sa réaction donne à penser qu'Israël craint un peuple qui lutte pour ses droits de manière non violente. Le gouvernement israélien semble craindre que des Palestinien-ne-s au coude à coude avec des militant-e-s israéliens ne mettent en danger son occupation, que la chute des murs dressés entre les êtres humains est dangereuse. Peut-être l'Etat d'Israël craint-il par-dessus tout l'espoir qu'ont les peuples de vivre ensemble dans la justice et l'égalité pour tous. ★

mois et une nouvelle injonction du président de la Cour Suprême, l'Etat d'Israël présente un tracé alternatif pour le mur.

Août 2008 La Haute Cour de Justice conclut le 3 août que ce nouveau tracé viole l'arrêt de septembre 2007. Elle ordonne à l'Etat de présenter un nouveau tracé le respectant.

Décembre 2008 La Haute Cour de Justice ordonne une nouvelle fois le déplacement du mur et déclare illégal le nouveau tracé proposé par l'armée. L'Etat a l'ordre de se

conformer à un tracé excluant l'expansion des colonies et de payer les frais de justice à Bil'in.

Avril 2009 Le 17 avril, lors de la manifestation hebdomadaire, Bassem Abu Rahme est tué par une grenade lacrymogène. Bil'in dédie à la mémoire de Bassem sa 4^e conférence sur la résistance populaire.

Juin 2009 Mohammed Khatib et l'avocate israélienne Emily Schaeffer font une tournée au Canada pour parler de Bil'in et du procès opposant le village aux 2

entreprises canadiennes. Lors de la manif du 26 juin, le village reçoit le soutien de l'auteur et militante altermondialiste canadienne Naomi Klein.

Juillet 2009 Les raids nocturnes des forces d'occupation deviennent quotidiens. 17 activistes sont arrêtés dont 13 jeunes. Le *Comité Populaire* demande l'intervention des instances internationales et entame une campagne de manifestations nocturnes. Les raids nocturnes ont débuté au moment où le procès s'est ouvert au Canada. KG

DE RETOUR À VARSOVIE, 1968

Par Michael Sfard, avocat israélien de Bil'in, paru dans *Haaretz*, sept. 2009

Mon père fut arrêté à 21 ans. Les agents des services secrets le traquaient depuis plusieurs semaines et la crainte du moment où ils l'attraperaient le rongait et mortifiait ses parents âgés.

De nombreux membres du syndicat étudiant ont été arrêtés avec lui. Leur cœur battait lorsque s'ouvrait la lourde porte de fer de leur cellule. Qui serait aujourd'hui appelé pour l'interrogatoire ? Qui passerait les dix prochaines heures avec les deux enquêteurs, le gentil et le méchant ?

Au cours de ses nombreux interrogatoires il ne fut ni battu, ni torturé. Les mêmes questions lui étaient sans cesse répétées : « *Qui sont les leaders ?* », « *Admets avoir planifié des attaques contre les forces de sécurité* », « *Qui sont vos contacts à l'étranger ?* ». Il mangeait bien. Il n'a jamais eu froid. Mais ses parents ont vieilli durant les trois mois de sa détention et ma mère a pleuré des torrents de larmes. Cela se passait à Varsovie, en 1968.

La semaine dernière, on a annoncé que le Major Général Gadi Shamni et le brigadier général Noam Tivon, qui commande la division de Judée-Samarie des forces de défense israéliennes (IDF) ont fini leurs périodes. Leurs poitrines brillent des décorations qui ont récompensé leurs succès au cours de leurs années de service. L'affaiblissement des structures du Hamas en Cisjordanie, le renforcement des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, l'amélioration du niveau de vie dans les villes palestiniennes et, plus important que tout, la diminution en Israël du nombre d'attaques terroristes de Cisjordanie.

Une décoration leur manque. Ils ne sont pas parvenus à réduire Bil'in, ce pénible village qui, chaque semaine depuis près de cinq ans, manifeste avec obstination pour rappeler au monde que des millions de personnes continuent de subir l'occupation.

Bil'in était à peine connu en Palestine. Son combat non violent en a fait un symbole d'un lieu où Israélien-ne-s et Palestinien-ne-s agissent coude à coude. Il y a deux ans la Cour suprême israélienne a jugé le mur construit sur les terres de Bil'in illégal et ordonné à l'armée de tracer une nouvelle route.

L'armée n'a toujours pas exécuté ce jugement. Les deux généraux décident aujourd'hui que le moment est venu de briser cette magnifique solidarité, ils tentent d'écraser les manifestations du vendredi à Bil'in.

Cette orientation a débuté il y a 6 mois en autorisant des grenades lacrymogènes spéciales. Les manifestant-e-s de Bil'in sont depuis longtemps les cobayes de toutes sortes d'armes inventées dans les labos de l'armée : des balles de poivre brûlant la peau, « le cri », un engin sonore, est supposé réduire les manifestant-e-s à l'impuissance, « le putois » projette un liquide puant qui colle et provoque vomissements et douleurs abdominales. Ils subissent aussi les balles enrobées de caoutchouc, les grenades lacrymogènes ordinaires, les balles réelles et les matraques. L'histoire des manifestations de Bil'in raconte celle d'innombrables os brisés, visages ensanglantés, ecchymoses prenant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.

Les grenades lacrymogènes spéciales sont lancées avec la force d'un petit missile, elles ont une grande portée. Leur utilisation marque une escalade de la violence. Cette arme a gravement blessé à la tête un manifestant américain, Tristan Anderson, dans le village voisin de Nil'in. Il est hospitalisé depuis cinq mois au centre médical Tel Hashomer, à Sheba. A Bil'in, elle a tué Bassem Abu Rahme, un jeune homme respecté de tous, le premier manifestant tué à Bil'in.

Après les grenades spéciales, les raids nocturnes. Pour arrêter ceux que l'armée ou le *Shin Bet* désignent comme membres du *Comité populaire*. Depuis deux mois, plusieurs fois par semaine, les enfants de Bil'in sont réveillés par le crissement des jeeps de l'armée et les grenades assourdissantes. A trois heures du matin des compagnies de soldats sous les ordres de Shamni et Tivon envahissent les maisons pour arrêter tous ceux qu'ils peuvent saisir : hommes, adolescents, enfants. Certains sont relâchés après quelques heures,

d'autres après quelques semaines. Certains restent en détention sous d'absurdes accusations. Mais personne ne touche aux manifestant-e-s israéliens : même le major général et le brigadier général ont des limites.

Parmi les détenus capturés durant ces raids, Mohammed Khatib un des dirigeants du mouvement villageois. Quiconque croit à la paix et à la coexistence ne peut qu'espérer que cet homme sera un des leaders de la Palestine. Jeune trentenaire plein de charme et de charisme, Khatib est un de ceux qui, avec ses amis, a mis en œuvre ce combat non violent commun, le Martin Luther King palestinien. Infatigable, chaque semaine depuis cinq ans, il imagine une action, un slogan, une démarche qui embarrassent le régime, il rédige des articles pour exposer ses mensonges et sa cruauté [...]

Lamia, la femme de Khatib, et leurs enfants sont restés seuls dans leur maison la nuit où Khatib a été arrêté. Quelques nuits plus tard les Jeeps sont revenues pour interroger le père de Mohammed. Peut-être ont-ils pensé que Khatib parlerait après avoir appris l'interrogatoire de son vieux père. Khatib a été libéré avec l'interdiction de prendre part aux manifestations de Bil'in. Les Jeeps ont ensuite arrêté le vice-président du conseil municipal Mohammed Abu Rahme, 48 ans, Abu Nizar.

Armés de fusils prêts à tirer, les soldats ont cassé sa porte et l'ont sorti du lit devant sa femme et ses enfants. Le major général et le brigadier général enfoncent le clou. Quiconque espère écraser les voix non-violentes de Palestine doit absolument arrêter Abu Nizar. Cet homme est un modèle pour des centaines d'Israélien-ne-s et d'activistes internationaux. Comme Khatib il a été remis entre les mains des interrogateurs, du bon et du méchant. Le *Shin Bet* l'a interrogé quatre jours et quatre nuits pour savoir s'il avait donné l'ordre de jeter des pierres. Ils ne

voulaient rien de lui. Seulement l'enfermer et l'effrayer lui et tous les organisateurs des manifestations de Bil'in.

Les gens qui ont ordonné les arrestations de Khatib, d'Abu Nizar et de dizaines de leurs collègues – certains d'entre eux sont encore détenus, le chauffeur de taxi Adib Abu Rahme pourrit en prison depuis 2 mois pour être membre du *Comité populaire* – sont des ignares. Ils n'ont retenu aucune leçon de l'histoire des luttes de libération. Ils pensaient briser le mouvement de Bil'in. A en juger par les dernières manifestations, ils ne sont parvenus qu'à le renforcer.

Une audience du tribunal militaire m'a donné un aperçu de la détention provisoire de Khatib. Il n'était pas présent à l'audience, le Service des prisons d'Israël avait oublié de l'y conduire... Le procureur militaire parlait avec pathos de « *risque pour la sécurité* », de son nécessaire maintien en détention. Tout comme pour mon père et ses amis de Varsovie qui organisaient en 1968 des manifestations contre le régime et pour la démocratie. Là-bas aussi les autorités pensaient étouffer la protestation en enfermant les leaders. Là-bas aussi on s'en saisissait aux petites heures de l'aube. Là-bas aussi des policiers arrêtaient, des procureurs accusaient, des juges jugeaient. Là-bas aussi chacun d'entre eux n'était qu'un rouage de l'énorme machine à contrôler et opprimer des millions.

Beaucoup d'Israélien-ne-s contestent l'occupation mais s'indignent qu'on compare le régime imposé à la Cisjordanie à un régime totalitaire. Bien sûr, les comparaisons sont délicates. La Varsovie de 1968 ne ressemble pas au Bil'in de 2009. Le conflit est autre, la lutte est autre, le monde est autre. Mais toutes les tentatives d'opprimer des êtres humains ont quelque chose de semblable. Avec le recul du temps, leurs similitudes s'imposent et minimisent leurs différences. ★



Le Maire de Genève reçoit Haytham Al Khatib (à gauche) et Shai Carmeli Pollak (au centre) et leur témoigne sa solidarité avec la lutte populaire de Bil'in